

Jean-Pierre Sueur : « Sans l'effort de tous, ce Salon n'existerait pas »

Le secrétaire d'État-maire d'Orléans, qui a débloqué quelque 500.000 F pour l'organisation de ce salon, parle des nouvelles filières d'enseignement dans sa ville.

R.C. — Le Salon du lycéen et de l'étudiant d'Orléans est-il, selon vous, en train d'acquiescer une dimension régionale ?

Jean-Pierre Sueur. — Je souhaite que ce Salon du lycéen et de l'étudiant, carrefour des métiers, reste conforme à sa vocation initiale. Il

s'agit de donner le maximum d'informations aux jeunes de l'agglomération d'Orléans et du Loiret sur les filières, les études et les métiers. Ce Salon, qui a connu une réelle croissance, doit continuer de se développer pour constituer un événement régional, sans perdre de vue sa raison d'être. Il doit être un lieu privilégié de

rencontres entre les jeunes, les professionnels, les enseignants et les formateurs.

R.C. — Quelle est la participation effective de la ville d'Orléans dans la mise sur pied de ce Salon ?

J.-P. S. — Elle est du même ordre que l'an dernier, quelque

500.000 F, mais nous avons obtenu aussi les concours de la région et de l'ensemble des établissements d'enseignement de la ville et du département et d'un grand nombre d'instances professionnelles. Sans cet effort de tous, le Salon n'existerait pas. La revue « l'Étudiant » apporte également un soutien précieux, comme elle le fait dans 17 grandes villes qui organisent une manifestation de ce type.

R.C. — Orléans a connu de nombreuses personnalités d'envergure nationale qui ont œuvré dans le domaine de l'éducation, de Jean Zay à vous-même, au sein du P.S. Peut-on dire qu'elle est une ville-phare pour l'éducation ?

J.-P. S. — Je souhaite qu'elle soit toujours plus une ville-phare en la matière et la personnalité de Jean Zay est effectivement très présente dans les mémoires. Aujourd'hui, les défis sont considérables. Le plan « Universités 2000 » va entraîner un développement très important de notre université. D'autre part, nous devons construire de nouveaux établissements scolaires, pour faire face à la croissance de l'agglomération.

Pour l'apprentissage, nous avons pris une initiative originale en lançant la construction du C.F.A. du S.I.V.O.M. de 18 communes (avec l'aide de l'État et de la région) au cœur de la future cité des métiers. Ce C.F.A. ouvrira d'ailleurs ses portes en septembre.

R.C. — Quelles nouvelles filières d'enseignement souhaitez-vous voir s'implanter à Orléans ?

J.-P. S. — Les projets ne manquent pas. Nous allons accueillir, et là on dépasse le cadre du simple projet, l'université de la Poste, qui jouera un rôle important pour la formation permanente de l'ensemble des cadres de la Poste, au plan national. Notre avenir économique dépend de la qualité de la formation et dans ce

secteur, il ne faut pas lésiner sur les moyens. D'une manière générale, il faut tisser des liens plus étroits que par le passé entre la formation, la recherche et le monde économique. L'idée du Centre d'innovation de La Source procède de cette analyse. Parmi les autres projets, on peut citer l'Institut français de l'environnement qui constituera un pôle de formation et de recherche, la création d'une nouvelle école d'ingénieurs, dans le cadre du plan « Universités 2000 » et un développement important dans le domaine des sciences. Pour les juristes, il existe un projet intéressant de formation aux métiers des collectivités locales.

R.C. — Où en est le dossier de l'Institut des sciences et techniques du vivant (I.S.T.V.) ?

J.-P. S. — Le projet ne se réalisera pas sous la forme initialement prévue, je le regrette, mais on s'oriente vers un éclatement de cette structure sur plusieurs sites. Mais Orléans n'a rien perdu et s'engage pleinement sur ce dossier. L'implantation de l'Institut de l'environnement et de l'université de la Poste, par exemple, sont les retombées de ce dynamisme dont la ville a fait preuve.



« Une manifestation d'envergure régionale », déjà l'an dernier lors de l'inauguration.